



AgroGeneration

Pour lutter contre la famine, investir dans l'agriculture

La cohorte des affamés qui quittent leurs terres dans la corne de l'Afrique pour chercher de la nourriture ramène sur les télévisions du monde entier la question des déséquilibres agricoles. Or l'agriculture mondiale souffre à la fois de sous-investissement chronique et d'une organisation orientée vers l'exportation qui compromet la satisfaction des besoins locaux.

Mi-juin, Agrica, groupe mutualiste agricole, a réuni pour une journée de débat une quinzaine d'experts autour du thème suivant : « 2050, la « faim » du monde ! ». Son ambition était de tenter de trouver des réponses à cette question complexe : pourquoi l'agriculture est devenue un marché mondial et quelles conséquences cela a sur les circuits de production et les habitudes alimentaires ?

La rupture date des années 80, époque où commence sous l'impulsion du FMI, à être massivement développé l'incitation à faire de l'exportation agricole, y compris dans des pays qui ne répondent pas à leurs besoins alimentaires. Dans le même temps, l'agriculture cesse d'être un secteur dans lequel Etats et secteur privé investissent, d'où l'absence de besoins cruciaux en infrastructures. Doan Bui, journaliste et auteur des Affameurs, un livre consacré aux déséquilibres alimentaires mondiaux, explique par exemple : « *Sur le marché de Dakar au Sénégal, on trouve du poulet congelé de Thaïlande et des fruits et légumes d'exportation. A 40 kilomètre de là, la production locale pourrait sur place faute de moyens de locomotion et de réfrigération qui permettraient de les amener jusqu'à la capitale.* »

A cette première difficulté vient s'ajouter une autre source de problème : l'achat de terres arables par un pays tiers pour une production destinée à l'exportation. Doan Bui explique ainsi, que la Chine a acheté des terres au Sénégal pour y produire du sésame à destination du marché chinois, dont pas un gramme ne sera consommé par les Sénégalais. Pourtant leur président a accordé à cette opération une subvention au titre de la souveraineté alimentaire nationale. De la même façon, l'ONG Survival international dénonçait, le 25 juillet, la cession par l'Ethiopie de terres agricoles à des compagnies étrangères en pleine période de famine. Elle explique que des centaines de milliers d'hectares de terres fertiles dans la vallée de Lomo ont été vendues à des compagnies malaisiennes, italiennes et coréennes pour produire de la canne à sucre alors que 90 000 autochtones dépendent de leur usage pour leur survie. « *Les besoins en investissement privé dans le secteur agricole sont colossaux* » répond à cela Charles Vilgrain, Président du Directoire d'AgroGeneration. Sa société, créée en 2007, investit dans la culture du blé en Ukraine. Elle cultive 100 000 hectares mais n'a pas acheté les terres. Elle les loue, les exploite et les équipe de matériel moderne pour augmenter la productivité de ces zones laissées à l'abandon depuis une quinzaine d'années pour cause de déclin des kolkozos. « *Il y a un modèle économique à l'agriculture qui redevient attractif si les prix sont plus élevés.* » Charles Vilgrain en a en tous cas convaincu des investisseurs

puisque la société cotée en bourse a réussi, en juillet, une augmentation de capital qui lui a apporté plus de 12 millions d'euros.

400 milliards de dollars de placements financiers

Le manque structurel de moyens alloués à l'agriculture serait aussi une des raisons pour laquelle la productivité agricole stagne, voire régresse depuis les années 90. La situation semble d'autant plus paradoxale que l'argent afflue en revanche sur les marchés des matières premières. Les placements de cette nature attirent de plus en plus les grands investisseurs qui y consacrent aujourd'hui 400 milliards de dollars au plan mondial. Ils ne servent pas à financer le développement de l'agriculture mais constituent des placements financiers dont la performance est liée à des mécanismes de régulation et de couverture des risques inhérents à la production agricole, sujette par nature aux variations climatiques.

Si le constat semble relativement partagé sur le fait qu'il faut pouvoir faire évoluer le modèle actuel de la production agricole mondiale pour répondre aux besoins d'une population estimée à 9 milliards de personnes en 2050, les moyens d'y parvenir font l'objet d'âpres discussions.

Les propositions du G 20 agricole qui s'est tenu en juin à Paris (voir article lié) ont semblé très insuffisantes et pas de nature à stimuler le retour de l'agriculture paysanne.

En attendant, plus de 12 millions de personnes souffrent de famine en Afrique de l'Est (voir article lié), l'aide d'urgence manque toujours et les moyens de développer une activité vivrière locale, adaptée au changement climatique en cours semblent toujours inaccessibles.

A.C. Husson-Traore

Mis en ligne le : 27/07/2011

© 2009 Novethic - Tous droits réservés